

Communiqué de presse (18.03.2025)

Le coût des modèles traditionnels de mariage après un divorce

Dans le 41e numéro de la revue *Social Change in Switzerland*, Robert Fluder et Dorian Kessler montrent que les conséquences économiques d'un divorce en Suisse touchent surtout les femmes. Le revenu diminue de 28 % pour les femmes sans enfants et de 38 % pour les femmes avec enfants. Les femmes ayant vécu dans des mariages avec une répartition traditionnelle des rôles sont plus souvent dépendantes de l'aide sociale après un divorce.

Depuis les années 1970, les mariages sont devenus plus instables. Alors qu'en 1970, 20 % des mariages se terminaient par un divorce, le taux de divorce est aujourd'hui d'environ 40 %. Le revenu des femmes baisse fortement dans l'année qui suit le divorce : de 38 % pour les femmes ayant des enfants mineurs et de 28 % pour les femmes sans enfants. En revanche, même en tenant compte des paiements de pensions alimentaires, le revenu des hommes baisse très peu, de 3 à 5 %. Toutefois, si l'on considère l'évaluation subjective de la situation financière, la détérioration est la même pour les femmes et les hommes – peut-être parce que les pensions alimentaires à verser sont perçues comme très contraignantes par les hommes.

Les pensions alimentaires sont essentielles pour la situation financière après un divorce. Entre le milieu des années 1990 et le début des années 2000, les contributions d'entretien après le divorce ont été accordées de moins en moins souvent, si bien qu'aujourd'hui, seules 20 % des femmes divorcées sans enfants et deux tiers des femmes avec enfants en reçoivent. Pour les femmes avec enfants, celles-ci s'élèvent en moyenne à 1900 francs par mois. Malgré cela, 7 à 8 % des femmes avec enfants dépendent de l'aide sociale pendant les deux premières années suivant le divorce.

Le risque de dépendre de l'aide sociale augmente après un divorce, en particulier pour les femmes ayant vécu dans des mariages avec une répartition traditionnelle des rôles. En revanche, les couples ayant connu une répartition égalitaire des rôles nécessitent nettement moins souvent l'aide sociale après une séparation. Les auteurs plaident donc pour des mesures permettant de mieux concilier vie familiale et vie professionnelle. Cela inclut un meilleur accès à des places en crèche abordables, de la suppression de la discrimination fiscale des couples à deux revenus et de la promotion du travail à temps partiel, y compris dans les professions exigeantes.

>> Fluder, R. & Kessler, D. (2025). Le coût des modèles matrimoniaux traditionnels : perte de revenus, pauvreté et protection sociale après le divorce. *Social Change in Switzerland*, N°41,

Contact :

Dorian Kessler, Haute école spécialisée bernoise, +41 (0)31 848 46 26, dorian.kessler@bfh.ch

Robert Fluder, Haute école spécialisée bernoise, +41 (0)79 239 32 66, robert.fluder@bfh.ch